

# DEC 16/2020

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2020-2021

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 7 octobre 2020

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 7 octobre 2020

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits n° DEC 16/2020 à l'intérieur de la section III**  
- Commission - du budget général pour l'exercice 2020

E 15195





Conseil de  
l'Union européenne

Bruxelles, le 5 octobre 2020  
(OR. en)

11469/20

FIN 694

#### NOTE DE TRANSMISSION

---

Origine:	Monsieur Johannes HAHN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	5 octobre 2020
Destinataire:	Madame Bettina HAGEDORN, présidente du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 16/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 16/2020.

p.j.: DEC 16/2020



BRUXELLES, LE 02/10/2020

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2020

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 12, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 29, 32, 33, 34, 40

## VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 16/2020

**INTRODUCTION**

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements autonomes de la Commission au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements autonomes.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice.

Cette année, ces redéploiements ne permettent pas de répondre à tous les besoins recensés dans les prévisions de dépenses actualisées. Par conséquent, un renforcement des crédits de paiement de 1,5 milliard d'EUR sera proposé dans le projet de budget rectificatif n° 10, afin de garantir que toutes les demandes de paiements exigibles soient honorées en 2020 et qu'aucun arriéré anormal ne subsiste pour 2021.

La proposition de virement global pour 2020 porte sur des crédits de paiement s'établissant à 595,4 millions d'EUR, ce qui représente **0,39 %** du total des paiements autorisés dans le budget 2020.

Exercice	Valeur du virement global (en millions d'EUR)
2016	855,9
2017	682,0
2018	952,7
2019	1 077,6
2020	595,4

Au total, 101 lignes budgétaires sont concernées (36 pour les renforcements et 65 pour les prélèvements), contre 131 lignes (26 pour les renforcements et 105 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2019.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes:

Rubriques		Virement global (en EUR)		
		Renforcement	Prélèvement	Variation nette
1.	CROISSANCE INTELLIGENTE ET INCLUSIVE	66 379 560	-373 172 121	-306 792 562
1a.	<i>Compétitivité pour la croissance et l'emploi</i>	66 379 560	-373 025 121	-306 645 562
1b.	<i>Cohésion économique, sociale et territoriale</i>	0	-147 000	-147 000
2.	CROISSANCE DURABLE: RESSOURCES NATURELLES	40 500 000	0	40 500 000
3.	SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ	18 300 000	-77 611 718	-59 311 718
4.	L'EUROPE DANS LE MONDE	470 007 757	-128 040 847	341 966 911
5.	ADMINISTRATION	187 000	-900 000	-713 000
	INSTRUMENTS SPÉCIAUX	0	-15 649 631	-15 649 631
	<b>Total</b>	<b>595 374 317</b>	<b>-595 374 317</b>	<b>0</b>

Les crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont d'abord servi à couvrir les besoins dans la rubrique en question et à éviter, dans la mesure du possible, les pénalités financières pour retards de paiement. En cas d'insuffisance des crédits de paiement au sein d'une rubrique, les crédits disponibles dans d'autres rubriques sont utilisés pour répondre aux besoins encore à couvrir.

## 2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

### 2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **36 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR) sont présentées ci-dessous, par rubrique et par montants décroissants du renforcement:

#### 2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 33,8 millions d'EUR pour la ligne 06 02 01 05 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport. Les prévisions de paiements en faveur de l'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe portaient initialement sur l'exercice 2021. Comme les projets ont progressé à un rythme plus rapide que prévu, la Banque européenne d'investissement demande dès 2020 le paiement final de 40,5 millions d'EUR.
- + 18,3 millions d'EUR pour la ligne 14 02 01 - Soutenir le fonctionnement et la modernisation de l'union douanière. Près de 80 % des dépenses étant liées aux longs cycles de développement et de test des logiciels des différents systèmes informatiques, il est particulièrement difficile d'élaborer des prévisions précises en matière de crédits de paiement. Depuis le début de 2020, le nombre et le montant des factures relatives à cette ligne budgétaire ont considérablement augmenté. Le renforcement proposé, qui couvrira les besoins supplémentaires découlant de ce niveau d'exécution plus élevé que prévu, est primordial pour permettre de mener à bien les projets «Douane»: 8 des 17 nouveaux systèmes informatiques requis pour le code des douanes de l'Union seront livrés d'ici à la fin de 2020.

### 2.1.2 Rubrique 2 - Croissance durable: ressources naturelles

- + 15 millions d'EUR pour la ligne 07 02 01 - Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union. Afin de faire face à la crise de la COVID-19 et de procurer des liquidités supplémentaires aux bénéficiaires du programme LIFE de l'UE, la Commission a décidé de porter de 30 % à 40 % les préfinancements de l'ensemble des appels à propositions LIFE 2019 et 2020.
- + 11 millions d'EUR pour la ligne 07 02 02 - Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité. Afin de faire face à la crise de la COVID-19 et de procurer des liquidités supplémentaires aux bénéficiaires du programme LIFE de l'UE, la Commission a décidé de porter de 30 % à 40 % les préfinancements de l'ensemble des appels à propositions LIFE 2019 et 2020.

### 2.1.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- + 100 millions d'EUR pour la ligne 22 02 03 02 - Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union. La partie restante de l'engagement relatif à la mesure spéciale de 2016 visant à soutenir les réfugiés en Turquie doit être versée au fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne (fonds Madad). Il importe que cette facture soit acquittée en temps utile dans le contexte du lancement anticipé d'opérations relevant de la réaction globale à la crise de la COVID-19, comme annoncé au début de l'été pour les activités du fonds fiduciaire Madad. L'exécution des paiements du fonds Madad en 2020 était beaucoup plus forte que prévu au moment de l'établissement du projet de budget 2020. Par conséquent, un renforcement de 100 millions d'EUR est demandé dans le virement global.

Par ailleurs, des crédits de paiement supplémentaires sont nécessaires pour cette ligne budgétaire en raison des reprogrammations, de l'augmentation des versements de préfinancements et de l'intensification du mode de gestion indirecte avec le pays bénéficiaire afin d'accélérer les paiements pour faire face à la crise de la COVID-19. Ce renforcement supplémentaire de 90 millions d'EUR en crédits de paiement sera demandé dans le projet de budget rectificatif n° 10.

- + 79 millions d'EUR pour la ligne 22 04 01 02 - Pays méditerranéens -- Réduction de la pauvreté et développement durable. Afin d'aider les pays partenaires à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise de la COVID-19, la Commission a modifié les programmes en cours afin d'accélérer leur mise en œuvre et les paiements correspondants. En particulier, plusieurs programmes d'appui budgétaire en faveur du Maroc, de la Tunisie, de la Jordanie et de l'Algérie ont bénéficié de compléments de financement et leurs conditions de décaissement ont été modifiées. D'autres programmes régionaux et nationaux en cours, par exemple en faveur des petites et moyennes entreprises, ont eux aussi bénéficié de compléments et les paiements correspondants ont été augmentés et accélérés.

Par conséquent, un renforcement global de 325 millions d'EUR en crédits de paiement est nécessaire, dont 25 millions d'EUR seront couverts par un virement autonome de la Commission, 79 millions d'EUR sont demandés dans le virement global et 221 millions d'EUR seront sollicités dans le projet de budget rectificatif n° 10.

- + 72 millions d'EUR pour la ligne 22 04 02 02 - Partenariat oriental -- Réduction de la pauvreté et développement durable. Afin d'aider les pays partenaires à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise de la COVID-19, la Commission a modifié les programmes en cours afin d'accélérer leur mise en œuvre et les paiements correspondants. En particulier, plusieurs programmes d'appui budgétaire en faveur de l'Arménie et de la Géorgie ont bénéficié de compléments de financement et leurs conditions de décaissement ont été modifiées. En outre, plusieurs programmes pour la résilience et la stabilité (Ukraine orientale et Arménie) et en faveur des petites et moyennes entreprises (Arménie) ont bénéficié de compléments et les paiements correspondants ont été augmentés et accélérés.

Par conséquent, un renforcement de 137 millions d'EUR est nécessaire, dont 72 millions d'EUR sont demandés dans le virement global et 65 millions d'EUR seront sollicités dans le projet de budget rectificatif n° 10.

- + 38 millions d'EUR pour la ligne 22 04 02 01 - Partenariat oriental -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité. Afin d'aider les pays partenaires à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise de la COVID-19, la Commission a modifié les programmes en cours afin d'accélérer leur mise en œuvre et les paiements correspondants. En particulier, plusieurs programmes d'appui budgétaire en faveur de l'Arménie ont bénéficié de compléments de financement et leurs conditions de décaissement ont été modifiées. Par ailleurs, un programme en cours pour la stabilisation et la croissance en Ukraine a bénéficié de compléments et les paiements correspondants ont été augmentés et accélérés.

- + 37 millions d'EUR pour la ligne 22 04 01 01 - Pays méditerranéens -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité. Afin d'aider les pays partenaires à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise de la COVID-19, la Commission a modifié les programmes en cours afin d'accélérer leur mise en œuvre et les paiements correspondants. En particulier, les conditions de décaissement des tranches d'appui budgétaire d'un programme en faveur du Maroc ont été modifiées. En conséquence, un renforcement de 52 millions d'EUR en crédits de paiement est nécessaire, dont 15 millions d'EUR seront couverts par un virement autonome de la Commission et 37 millions d'EUR sont demandés dans le virement global.
- + 35 millions d'EUR pour la ligne 19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente. La mise en œuvre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix progresse plus rapidement que ce qui avait été estimé précédemment. Sur la base des prévisions révisées, le renforcement proposé est nécessaire pour traiter les déclarations de dépenses et procéder aux premiers préfinancements dus en 2020.
- + 35 millions d'EUR pour la ligne 21 02 02 - Coopération avec l'Asie. La pénurie globale de crédits de paiement sur cette ligne budgétaire est estimée à 126,5 millions d'EUR. Elle est principalement liée à la nécessité d'anticiper les décaissements relatifs à l'appui budgétaire, normalement prévus pour 2021, afin de permettre une réaction immédiate à la pandémie de COVID-19. Les pays touchés sont le Népal, le Myanmar et le Cambodge.

Une partie des besoins (41,5 millions d'EUR) sera couverte par un virement autonome de la Commission. En outre, un montant de 35 millions d'EUR est demandé dans le cadre du virement global, et un renforcement de 50 millions d'EUR sera sollicité dans le projet de budget rectificatif n° 10 afin de couvrir les paiements les plus urgents nécessaires avant la fin de 2020.

- + 24 millions d'EUR pour la ligne 22 04 03 01 - Coopération transfrontalière (CTF) -- Contribution de la rubrique 4. Lors de l'élaboration du budget, la Commission s'est livrée à une estimation prudente des besoins en crédits de paiement sur cette ligne budgétaire, en se fondant sur l'exécution des exercices précédents et sur l'expérience acquise en matière d'exactitude des prévisions des États membres. Toutefois, la mise en œuvre des projets s'est accélérée en 2020 et les autorités de gestion ont demandé le montant total des préfinancements dus en 2020.
- + 20 millions d'EUR pour la ligne 21 02 04 - Coopération avec le Moyen-Orient. La pénurie de crédits de paiement sur cette ligne budgétaire est principalement liée à la nécessité d'anticiper les décaissements relatifs à l'appui budgétaire, normalement prévus pour les exercices ultérieurs, afin de permettre une réaction immédiate à la pandémie de COVID-19 au Yémen. Le renforcement est demandé pour couvrir les paiements les plus urgents nécessaires avant la fin de 2020.

## 2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **65 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR) sont présentées ci-dessous, par rubrique et par montants décroissants du prélèvement:

### 2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 52 millions d'EUR pour la ligne 32 04 03 01 - Assurer le passage à un système énergétique fiable, durable et compétitif. En raison de la crise de la COVID-19, plusieurs projets ont été retardés dans leur avancement, ce qui a entraîné un report des demandes de paiements intermédiaires. De plus, la signature de conventions de subvention a elle aussi été retardée, ce qui a entraîné un report des demandes de préfinancement.
- - 50,2 millions d'EUR pour la ligne 08 02 01 01 - Renforcement de la recherche aux frontières de la connaissance au Conseil européen de la recherche. La plupart des subventions du Conseil européen de la recherche sont de type monobénéficiaire. Par conséquent, les problèmes rencontrés par les bénéficiaires en raison de la crise de la COVID-19 (retards dans la mise en œuvre des projets) n'ont pas pu être atténués par d'autres bénéficiaires, moins touchés par la crise, comme cela peut se produire pour les subventions multibénéficiaires sur d'autres lignes budgétaires.

- - 31,6 millions d'EUR pour la ligne 08 03 01 01 - Euratom -- Énergie de fusion. L'excédent est dû à des retards dans l'exécution du contrat d'exploitation des installations du Tore européen commun (JET) par l'autorité britannique de l'énergie atomique. Étant donné que certaines étapes figurant dans le contrat n'ont pas été franchies en 2019, la Commission européenne a décidé de suspendre l'exécution de ce contrat, conformément aux dispositions qu'il contient. La suspension s'est appliquée à partir du 1.1.2020 et il est désormais à prévoir que l'exécution du contrat reprenne le 1<sup>er</sup> octobre 2020. L'avenant au contrat levant la suspension prévoit la prolongation de sa durée ainsi que des changements opérationnels.
- - 27 millions d'EUR pour la ligne 32 02 52 - Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique. En raison de la crise de la COVID-19, la mise en œuvre des derniers projets avance plus lentement que prévu, ce qui entraîne des retards dans la présentation des demandes de paiement.
- - 26,8 millions d'EUR pour la ligne 08 02 03 01 - Améliorer la santé et le bien-être tout au long de la vie. L'excédent est dû au montant plus faible que prévu d'une demande de paiement émanant du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP), un partenariat public-privé soutenu par Horizon 2020 visant à développer la capacité de recherche clinique en Afrique subsaharienne. Principalement en raison de la pandémie de COVID-19, des retards sont survenus dans la préparation et l'exécution des subventions (par exemple, réception tardive des documents nécessaires).
- - 23,6 millions d'EUR pour la ligne 32 03 04 02 - Programme Bohunice. En raison de la crise de la COVID-19, l'accélération attendue de la mise en œuvre des programmes de déclasserement ne s'est pas concrétisée, ce qui s'est répercuté sur la livraison physique du matériel et la présence d'experts étrangers sur place. Cela a également retardé les préfinancements versés par Euratom dans le cadre de procédures de passation de marchés qui ont été prolongées, retardées ou suspendues afin d'alléger les contraintes imposées aux opérateurs économiques et aux autorités nationales.
- - 22,7 millions d'EUR pour la ligne 02 04 02 01 - Primauté dans l'espace. La mise en œuvre de la passation de marchés au titre d'Horizon 2020 a été plus lente que prévu. De nombreux marchés importants ont dû être retardés en raison du Brexit afin de permettre l'évaluation de la participation du Royaume-Uni à des marchés sensibles liés à la sécurité.
- - 20,7 millions d'EUR pour la ligne 02 07 01 - Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense. À la suite des retards survenus dans la mise au point de l'évaluation sur la base des piliers de l'«Organisation conjointe de coopération en matière d'armement» (OCCAr), une grande partie des paiements doit être reportée jusqu'à ce que l'OCCAr soit jugée pleinement conforme en la matière (2021).

Ce report a été partiellement compensé par des préfinancements supplémentaires pour les appels à propositions concurrentiels afin de soutenir l'industrie de la défense dans le contexte économique actuel. En pareille situation, le total des paiements pour 2020 devrait être limité à 179 millions d'EUR, et l'excédent peut être mis à disposition.

- - 20 millions d'EUR pour la ligne 08 03 01 02 - Euratom -- Fission nucléaire et radioprotection. En tant qu'entité chargée de la mise en œuvre de l'instrument financier InnovFin, la Banque européenne d'investissement (BEI) a indiqué qu'aucune des opérations liées au volet InnovFin consacré à Euratom n'aurait atteint une maturité suffisante pour obtenir d'ici à décembre 2020 l'approbation du conseil d'administration de la BEI. Par conséquent, les crédits correspondant au volet InnovFin consacré à Euratom ne seront pas exécutés cette année et peuvent être mis à disposition.
- - 18,5 millions d'EUR pour la ligne 32 02 01 01 - L'intégration plus poussée du marché intérieur de l'énergie et l'interopérabilité des réseaux d'électricité et de gaz à travers les frontières. Le volet «énergie» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe a été renforcé tant en engagements qu'en paiements lors de la procédure de conciliation du budget 2020. Les crédits d'engagement ont été utilisés en 2020, les appels à propositions ayant été lancés au cours de l'année. Cependant, les premiers préfinancements correspondants n'auront lieu qu'en 2021.
- - 16,9 millions d'EUR pour la ligne 32 03 04 01 - Programme Kozloduy. En raison de la crise de la COVID-19, l'accélération attendue de la mise en œuvre des programmes de déclasserement ne s'est pas concrétisée, ce qui s'est répercuté sur la livraison physique du matériel et la présence d'experts étrangers sur place. Cela a également retardé les préfinancements versés par Euratom dans le cadre de procédures de passation de marchés qui ont été prolongées, retardées ou suspendues afin d'alléger les contraintes imposées aux opérateurs économiques et aux autorités nationales.
- - 13,8 millions d'EUR pour la ligne 32 03 03 - Programme d'assistance au déclasserement d'installations nucléaires en Lituanie. En raison de la crise de la COVID-19, l'accélération attendue de la mise en œuvre des programmes de déclasserement ne s'est pas concrétisée, ce qui s'est répercuté sur la livraison physique du matériel et la présence d'experts étrangers sur place. Cela a également retardé les préfinancements versés par Euratom dans le cadre de procédures de passation de marchés qui ont été prolongées, retardées ou suspendues afin d'alléger les contraintes imposées aux opérateurs économiques et aux autorités nationales.



- - 10,4 millions d'EUR pour la ligne 05 09 03 01 - Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits. L'excédent résulte du report des délais de paiement et des paiements finals, les bénéficiaires ayant demandé que la durée des projets soit prolongée en raison de l'épidémie de COVID-19.

### 2.2.2 Rubrique 3 - Sécurité et citoyenneté

- - 60 millions d'EUR pour la ligne 23 03 01 01 - Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes au sein de l'Union. Les prévisions de paiement ont été revues à la baisse pour les raisons suivantes:
  - le montant moindre des préfinancements sollicités par les États membres pour les contrats en matière de constitution de stocks;
  - les retards dans l'acquisition de deux Canadiens, ayant entraîné le report à 2021 des préfinancements initialement prévus pour 2020;
  - les retards dans l'exécution de certains contrats de subvention, qui ont pour conséquence le report à 2021 des paiements intermédiaires et finals;
  - le report à 2021 de la signature et des préfinancements pour le marché de services d'évacuation sanitaire (Medevac) avec l'Allemagne;
  - le non-versement (ou le versement partiel) de certains paiements finals relatifs à des contrats de la période 2016-2017 à la suite de l'analyse du rapport final.

### 2.2.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- - 50 millions d'EUR pour la ligne 05 05 04 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union. L'excédent est dû à des prévisions de paiement moindres pour le troisième trimestre 2020 et à la disponibilité de recettes affectées (qui n'étaient pas connues au moment de l'établissement du budget 2020).
- - 28,5 millions d'EUR pour la ligne 19 04 01 - Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale. Étant donné que les actions liées aux missions d'observation électorale (MOE) ont principalement lieu dans les pays où se déroulent les élections, cette ligne budgétaire a été fortement touchée par les conséquences de la pandémie de COVID-19. De nombreuses missions ont été annulées, retardées et modifiées.
- - 15 millions d'EUR pour la ligne 05 05 03 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union. L'excédent est dû à des prévisions de paiement moindres pour le troisième trimestre 2020 et à la disponibilité de recettes affectées (qui n'étaient pas connues au moment de l'établissement du budget 2020).
- - 12 millions d'EUR pour la ligne 21 06 01 - Promotion d'un niveau élevé de sûreté nucléaire et de radioprotection et application de contrôles de sécurité efficaces et effectifs concernant les matières nucléaires dans les pays tiers. Les actions se rapportant à l'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire (ICSN) ont été durement touchées par la crise de la COVID-19. Du fait de la nature des opérations de l'ICSN (visites sur le terrain, formation du personnel, fourniture de matériel, évaluations de sécurité, etc.), la mise en œuvre de la majorité des projets a été fortement ralentie.
- - 11,3 millions d'EUR pour la ligne 01 03 02 - Aide macrofinancière. La troisième tranche du versement de l'assistance macrofinancière qui était prévue en faveur de la Moldavie a été définitivement annulée, sans possibilité de report. Par conséquent, les paiements au titre des subventions ne s'élèveront qu'à 15,7 millions d'EUR en 2020, et l'excédent peut être mis à disposition.

### **3. Virements proposés**

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans les tableaux, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 23 septembre 2020;
- les virements au 23 septembre 2020;
- l'exécution au 23 septembre 2020;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- le solde sur la ligne après le virement proposé.

Pour les prélèvements ou les renforcements des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications circonstanciées sont fournies ci-joint.

**BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2020**

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 12, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 29, 32, 33, 34, 40

**VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 16/2020****ORIGINE DES CRÉDITS****DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales**

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière CP -11 303 530,00

**DU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers**ARTICLE - 01 04 06 Plateforme européenne de conseil en investissement (EIAH)  
et portail européen de projets d'investissement (EIPP) CP -2 460 000,00**DU CHAPITRE - 0204 «Horizon 2020» -- Recherche relative aux entreprises**

POSTE - 02 04 02 01 Primauté dans l'espace CP -22 697 882,82

POSTE - 02 04 77 06 Projet pilote -- Gestion du trafic spatial CP -140 000,00

POSTE - 02 04 77 07 Action préparatoire -- Préparation du nouveau programme  
EU GOVSATCOM CP -3 155 994,67POSTE - 02 04 77 08 Projet pilote -- Résilience de l'aviation au brouillage du  
GNSS et aux cybermenaces CP -375 000,00**DU CHAPITRE - 0207 Programme européen de développement industriel dans le  
domaine de la défense**ARTICLE - 02 07 01 Programme européen de développement industriel dans le  
domaine de la défense CP -20 725 232,72**DU CHAPITRE - 0404 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation**ARTICLE - 04 04 01 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation -- Pour  
soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation  
d'activité en raison de la mondialisation CP -9 655 000,00**DU CHAPITRE - 0505 Instrument d'aide de préadhésion -- Agriculture et  
développement rural**POSTE - 05 05 03 02 Soutien au développement économique, social et territorial  
et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union CP -15 000 000,00POSTE - 05 05 04 02 Soutien au développement économique, social et territorial  
et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union CP -50 000 000,00**DU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture  
et développement rural»**

ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole CP -1 555 889,54

**DU CHAPITRE - 0509 Horizon 2020 -- Recherche et innovation relatives à l'agriculture**

POSTE - 05 09 03 01 Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits CP -10 436 252,27

**DU CHAPITRE - 0602 Politique européenne des transports**

POSTE - 06 02 03 01 Agence européenne pour la sécurité maritime CP -985 300,00

POSTE - 06 02 03 02 Agence européenne pour la sécurité maritime -- Mesures antipollution CP -616 788,00

**DU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international**

ARTICLE - 07 02 04 Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur l'environnement CP -209 475,33

**DU CHAPITRE - 0802 «Horizon 2020» -- Recherche**

POSTE - 08 02 01 01 Renforcement de la recherche aux frontières de la connaissance au Conseil européen de la recherche CP -50 224 452,27

POSTE - 08 02 03 01 Améliorer la santé et le bien-être tout au long de la vie CP -26 849 871,00

**DU CHAPITRE - 0803 Programme Euratom -- Actions indirectes**

POSTE - 08 03 01 01 Euratom -- Énergie de fusion CP -31 575 624,00

POSTE - 08 03 01 02 Euratom -- Fission nucléaire et radioprotection CP -20 000 000,00

**DU CHAPITRE - 0805 Programme de recherche du Fonds de recherche du charbon et de l'acier**

POSTE - 08 05 77 01 Projet pilote -- Recherche sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans la production d'acier CP -499 064,00

**DU CHAPITRE - 0902 Marché unique numérique**

POSTE - 09 02 77 12 Projet pilote -- Concours européen de programmation CP -235 579,59

POSTE - 09 02 77 13 Projet pilote -- Subventions de l'Union aux petits médias en ligne: soutenir les produits d'information de qualité et lutter contre les fausses informations CP -550 000,00

POSTE - 09 02 77 14 Projet pilote -- Intégrité des réseaux sociaux CP -225 000,00

POSTE - 09 02 77 15 Projet pilote -- Mobilité urbaine intelligente impliquant des véhicules autonomes CP -250 000,00

POSTE - 09 02 77 16 Projet pilote -- Instrument de surveillance de la propriété des médias CP -250 000,00

POSTE - 09 02 77 17 Action préparatoire -- Conseils des médias à l'ère numérique CP -125 000,00

**DU CHAPITRE - 0905 Europe créative**

POSTE - 09 05 77 08 Action préparatoire -- Les cinémas, pôles d'innovation des collectivités locales CP -1 663,89

POSTE - 09 05 77 10 Projet pilote -- Soutenir le journalisme d'investigation et la liberté des médias dans l'Union européenne CP -335 054,30

**DU CHAPITRE - 1002 Horizon 2020 -- Actions directes du Centre commun de recherche à l'appui des politiques de l'Union**

POSTE - 10 02 77 03 Projet pilote -- Application à l'Union de la méthode de recherche appelée «cadre pour l'évaluation des inégalités multidimensionnelles» CP -365 580,00

POSTE - 10 02 77 04 Projet pilote -- Techniques intégrées pour le renforcement antisismique et l'efficacité énergétique des bâtiments existants CP -147 000,00

**DU CHAPITRE - 1003 Programme Euratom -- Actions directes**

ARTICLE - 10 03 01 Activités Euratom de recherche directe CP -2 000 000,00

**DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom**

ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets CP -3 900 000,00

**DU CHAPITRE - 1402 Douane**

ARTICLE - 14 02 02 Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane CP -13 055,97

**DU CHAPITRE - 1603 Actions de communication**

POSTE - 16 03 01 02 Informations destinées aux médias et productions audiovisuelles CP -1 500 000,00

POSTE - 16 03 01 03 Relais d'information CP -1 000 000,00

POSTE - 16 03 01 04 Communication des représentations de la Commission, dialogues avec les citoyens et actions de partenariat CP -7 500 000,00

POSTE - 16 03 02 02 Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels CP -900 000,00

POSTE - 16 03 02 03 Outils d'information et de communication écrite et en ligne CP -1 000 000,00

POSTE - 16 03 02 05 Analyse de l'opinion publique CP -2 100 000,00

**DU CHAPITRE - 1804 Promouvoir la citoyenneté européenne**

POSTE - 18 04 01 01 L'Europe pour les citoyens -- Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union CP -4 175 000,00

<b>DU CHAPITRE - 1904 Missions d'observation électorale</b>		
ARTICLE - 19 04 01 Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale	CP	-28 500 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2002 Politique commerciale</b>		
ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers	CP	-500 000,00
POSTE - 20 02 77 02 Projet pilote -- Les femmes et le commerce: créer un chapitre modèle sur le genre dans les accords de libre-échange en fonction des données relatives aux femmes qui participent au commerce et aux femmes qui participent à l'économie domestique	CP	-111 963,07
<b>DU CHAPITRE - 2106 Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire</b>		
ARTICLE - 21 06 01 Promotion d'un niveau élevé de sûreté nucléaire et de radioprotection et application de contrôles de sécurité efficaces et effectifs concernant les matières nucléaires dans les pays tiers	CP	-12 000 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2108 Développement et coopération dans le monde</b>		
ARTICLE - 21 08 01 Évaluation des résultats de l'aide de l'Union, actions de suivi et d'audit	CP	-6 545 425,00
ARTICLE - 21 08 02 Coordination et sensibilisation dans les domaines du développement, de l'élargissement et du voisinage	CP	-1 174 202,00
<b>DU CHAPITRE - 2109 Achèvement des actions mises en œuvre au titre du programme Instrument pour les pays industrialisés</b>		
POSTE - 21 09 51 01 Asie	CP	-200 000,00
POSTE - 21 09 51 02 Amérique latine	CP	-900 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2303 Mécanisme de protection civile de l'Union</b>		
POSTE - 23 03 01 01 Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes au sein de l'Union	CP	-60 000 000,00
POSTE - 23 03 77 04 Action préparatoire -- Réseau de plateformes européennes de protection civile et de gestion des crises	CP	-17 750,00
<b>DU CHAPITRE - 2402 Promotion d'actions dans le domaine de la protection des intérêts financiers de l'Union européenne (Hercule III)</b>		
ARTICLE - 24 02 01 Prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union	CP	-1 000 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2602 Production multimédia</b>		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	-250 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2902 Programme statistique européen</b>		
ARTICLE - 29 02 01 Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen	CP	-5 985 000,00

**DU CHAPITRE - 3202 Sources d'énergie classiques et renouvelables**

POSTE - 32 02 01 01 L'intégration plus poussée du marché intérieur de l'énergie et l'interopérabilité des réseaux d'électricité et de gaz à travers les frontières	CP	-18 500 000,00
POSTE - 32 02 01 02 Renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Union	CP	-5 800 000,00
POSTE - 32 02 01 03 Contribuer au développement durable et à la protection de l'environnement	CP	-5 800 000,00
ARTICLE - 32 02 52 Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique	CP	-27 000 000,00

**DU CHAPITRE - 3203 Énergie nucléaire**

ARTICLE - 32 03 01 Contrôle de sécurité nucléaire	CP	-3 000 000,00
ARTICLE - 32 03 03 Programme d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Lituanie	CP	-13 780 000,00
POSTE - 32 03 04 01 Programme Kozloduy	CP	-16 940 000,00
POSTE - 32 03 04 02 Programme Bohunice	CP	-23 640 000,00

**DU CHAPITRE - 3204 Horizon 2020 -- Recherche et innovation relatives à l'énergie**

POSTE - 32 04 03 01 Assurer le passage à un système énergétique fiable, durable et compétitif	CP	-52 000 000,00
---	----	----------------

**DU CHAPITRE - 3303 Justice**

POSTE - 33 03 77 08 Action préparatoire -- Renforcement des capacités, développement programmatique et communication dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière	CP	-687 500,00
--	----	-------------

**DU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international**

ARTICLE - 34 02 04 Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur le climat	CP	-9 555,64
---	----	-----------

**DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières**

ARTICLE - 40 02 41 Crédits dissociés	CP	-5 994 631,00
--------------------------------------	----	---------------

**DESTINATION DES CRÉDITS****AU CHAPITRE - 0602 Politique européenne des transports**

POSTE - 06 02 01 03 Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité	CP	1 000 000,00
POSTE - 06 02 01 05 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport	CP	33 836 863,00

**AU CHAPITRE - 0603 Horizon 2020 -- Recherche et innovation relatives aux transports**

POSTE - 06 03 03 01 Parvenir à un système de transport européen économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et continu CP 2 720 000,00

**AU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international**

ARTICLE - 07 02 01 Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union CP 15 000 000,00

ARTICLE - 07 02 02 Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité CP 11 000 000,00

**AU CHAPITRE - 1202 Services financiers et marchés de capitaux**

ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur des services financiers CP 98 420,00

**AU CHAPITRE - 1402 Douane**

ARTICLE - 14 02 01 Soutenir le fonctionnement et la modernisation de l'union douanière CP 18 298 094,00

**AU CHAPITRE - 1403 Fiscalité**

ARTICLE - 14 03 01 Améliorer le fonctionnement approprié des systèmes fiscaux CP 3 513 095,14

**AU CHAPITRE - 1404 Stratégie politique et coordination**

ARTICLE - 14 04 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur CP 484 514,63

**AU CHAPITRE - 1902 Instrument contribuant à la stabilité et à la paix -- Réaction aux crises, prévention des conflits, consolidation de la paix et préparation aux crises**

ARTICLE - 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente CP 35 000 000,00

**AU CHAPITRE - 1905 Coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat**

ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et de défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays CP 3 000 000,00

**AU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement**

ARTICLE - 21 02 01 Coopération avec l'Amérique latine CP 5 000 000,00

ARTICLE - 21 02 02 Coopération avec l'Asie CP 35 000 000,00

ARTICLE - 21 02 03 Coopération avec l'Asie centrale CP 6 000 000,00

ARTICLE - 21 02 04 Coopération avec le Moyen-Orient CP 20 000 000,00

ARTICLE - 21 02 20 Erasmus + -- Contribution de l'instrument de financement de la coopération au développement CP 2 000 000,00



**AU CHAPITRE - 2104 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme**

ARTICLE - 21 04 01 Renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et soutenir les réformes démocratiques CP 9 000 000,00

**AU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement**

POSTE - 22 02 03 02 Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union CP 100 000 000,00

**AU CHAPITRE - 2204 Instrument européen de voisinage**

POSTE - 22 04 01 01 Pays méditerranéens -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité CP 37 000 000,00

POSTE - 22 04 01 02 Pays méditerranéens -- Réduction de la pauvreté et développement durable CP 79 000 000,00

POSTE - 22 04 02 01 Partenariat oriental -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité CP 38 000 000,00

POSTE - 22 04 02 02 Partenariat oriental -- Réduction de la pauvreté et développement durable CP 72 007 757,31

POSTE - 22 04 03 01 Coopération transfrontalière (CTF) -- Contribution de la rubrique 4 CP 24 000 000,00

POSTE - 22 04 03 04 Autres coopérations plurinationales dans les pays relevant du voisinage -- Mesures d'appui CP 5 000 000,00

**AU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens**

ARTICLE - 26 03 01 Solutions d'interopérabilité et cadres communs pour les administrations publiques, les entreprises et les citoyens européens (ISA<sup>2</sup>) CP 6 000 000,00

POSTE - 26 03 77 06 - Action préparatoire -- Gouvernance et qualité du code logiciel -- Audit des logiciels libres et open source CP 172 000,00

POSTE - 26 03 77 09 Action préparatoire -- Mécanismes d'analyse de données pour la formulation des politiques CP 15 000,00

**AU CHAPITRE - 3202 Sources d'énergie classiques et renouvelables**

ARTICLE - 32 02 10 Agence de coopération des régulateurs de l'énergie de l'Union européenne CP 428 573,00

**AU CHAPITRE - 3302 Droits, égalité et citoyenneté**

ARTICLE - 33 02 01 Garantir la protection des droits et donner des moyens d'action aux citoyens CP 4 600 000,00

ARTICLE - 33 02 02 Promouvoir la non-discrimination et l'égalité CP 3 000 000,00

**AU CHAPITRE - 3303 Justice**

ARTICLE - 33 03 01 Soutenir et promouvoir la formation judiciaire et faciliter l'accès effectif à la justice pour tous CP 7 000 000,00

ARTICLE - 33 03 02 Faciliter et soutenir la coopération judiciaire en matière civile et pénale	CP	3 000 000,00
<b>AU CHAPITRE - 3304 Programme pluriannuel «Consommateurs»</b>		
ARTICLE - 33 04 01 Préserver l'intérêt des consommateurs et améliorer leur sécurité et leur information	CP	700 000,00
<b>AU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international</b>		
ARTICLE - 34 02 01 Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union	CP	3 400 000,00
ARTICLE - 34 02 02 Accroître la résilience de l'Union au changement climatique	CP	8 700 000,00
ARTICLE - 34 02 03 Améliorer la gouvernance climatique et l'information à tous les niveaux	CP	2 400 000,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 01 03 02 - Aide macrofinancière</b>						
27 000 000,00	0,00	10 284 600,00	16 715 400,00	-11 303 530,00	-41,86 %	5 411 870,00
<b>CP - 01 04 06 - Plateforme européenne de conseil en investissement (EIAH) et portail européen de projets d'investissement (EIPP)</b>						
17 000 000,00	0,00	342 159,25	16 657 840,75	-2 460 000,00	-14,47 %	14 197 840,75
<b>CP - 02 04 02 01 - Primauté dans l'espace</b>						
204 450 000,00	-16 000 000,00	68 151 754,22	120 298 245,78	-22 697 882,82	-11,10 %	97 600 362,96
<b>CP - 02 04 77 06 - Projet pilote -- Gestion du trafic spatial</b>						
350 000,00	0,00	0,00	350 000,00	-140 000,00	-40,00 %	210 000,00
<b>CP - 02 04 77 07 - Action préparatoire -- Préparation du nouveau programme EU GOVSATCOM</b>						
5 000 000,00	-372 594,79	1 419 465,90	3 207 939,31	-3 155 994,67	-63,12 %	51 944,64
<b>CP - 02 04 77 08 - Projet pilote -- Résilience de l'aviation au brouillage du GNSS et aux cybermenaces</b>						
375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	-375 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 02 07 01 - Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense</b>						
200 000 000,00	0,00	279 954,08	199 720 045,92	-20 725 232,72	-10,36 %	178 994 813,20
<b>CP - 04 04 01 - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation -- Pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation</b>						
10 000 000,00	-345 000,00	0,00	9 655 000,00	-9 655 000,00	-96,55 %	0,00
<b>CP - 05 05 03 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union</b>						
38 000 000,00	-5 000 000,00	8 314 991,62	24 685 008,38	-15 000 000,00	-39,47 %	9 685 008,38
<b>CP - 05 05 04 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union</b>						
80 000 000,00	-6 500 000,00	23 126 212,29	50 373 787,71	-50 000 000,00	-62,50 %	373 787,71
<b>CP - 05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole</b>						
6 300 000,00	-500 000,00	4 244 110,46	1 555 889,54	-1 555 889,54	-24,70 %	0,00
<b>CP - 05 09 03 01 - Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits</b>						
257 493 066,00	0,00	160 225 102,02	97 267 963,98	-10 436 252,27	-4,05 %	86 831 711,71
<b>CP - 06 02 01 03 - Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité</b>						
372 469 092,00	0,00	116 346 502,79	256 122 589,21	1 000 000,00	0,27 %	257 122 589,21
<b>CP - 06 02 01 05 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport</b>						
0,00	6 654 636,79	0,00	6 654 636,79	33 836 863,00	0,00 %	40 491 499,79
<b>CP - 06 02 03 01 - Agence européenne pour la sécurité maritime</b>						
49 542 497,00	1 090 012,00	35 028 039,70	15 604 469,30	-985 300,00	-1,99 %	14 619 169,30
<b>CP - 06 02 03 02 - Agence européenne pour la sécurité maritime -- Mesures antipollution</b>						
25 175 000,00	-1 090 012,00	16 866 874,95	7 218 113,05	-616 788,00	-2,45 %	6 601 325,05
<b>CP - 06 03 03 01 - Parvenir à un système de transport européen économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et continu</b>						
78 482 254,00	1 066 153,00	68 334 589,32	11 213 817,68	2 720 000,00	3,47 %	13 933 817,68
<b>CP - 07 02 01 - Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union</b>						
88 000 000,00	9 200 000,00	65 696 706,30	31 503 293,70	15 000 000,00	17,05 %	46 503 293,70
<b>CP - 07 02 02 - Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité</b>						
112 000 000,00	7 999 883,29	65 384 948,12	54 614 935,17	11 000 000,00	9,82 %	65 614 935,17
<b>CP - 07 02 04 - Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur l'environnement</b>						
3 864 000,00	0,00	3 654 524,67	209 475,33	-209 475,33	-5,42 %	0,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 08 02 01 01 - Renforcement de la recherche aux frontières de la connaissance au Conseil européen de la recherche</b>						
1 978 553 728,00	-18 663 247,67	1 382 796 266,99	577 094 213,34	-50 224 452,27	-2,54 %	526 869 761,07
<b>CP - 08 02 03 01 - Améliorer la santé et le bien-être tout au long de la vie</b>						
605 575 007,00	3 141 766,69	360 419 347,46	248 297 426,23	-26 849 871,00	-4,43 %	221 447 555,23
<b>CP - 08 03 01 01 - Euratom -- Énergie de fusion</b>						
174 611 650,00	-31 366 791,00	0,00	143 244 859,00	-31 575 624,00	-18,08 %	111 669 235,00
<b>CP - 08 03 01 02 - Euratom -- Fission nucléaire et radioprotection</b>						
91 597 374,00	13 905 626,00	63 133 418,76	42 369 581,24	-20 000 000,00	-21,83 %	22 369 581,24
<b>CP - 08 05 77 01 - Projet pilote -- Recherche sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans la production d'acier</b>						
499 064,00	0,00	0,00	499 064,00	-499 064,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 02 77 12 - Projet pilote -- Concours européen de programmation</b>						
595 000,00	0,00	0,00	595 000,00	-235 579,59	-39,59 %	359 420,41
<b>CP - 09 02 77 13 - Projet pilote -- Subventions de l'Union aux petits médias en ligne: soutenir les produits d'information de qualité et lutter contre les fausses informations</b>						
550 000,00	0,00	0,00	550 000,00	-550 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 02 77 14 - Projet pilote -- Intégrité des réseaux sociaux</b>						
225 000,00	0,00	0,00	225 000,00	-225 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 02 77 15 - Projet pilote -- Mobilité urbaine intelligente impliquant des véhicules autonomes</b>						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 02 77 16 - Projet pilote -- Instrument de surveillance de la propriété des médias</b>						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 02 77 17 - Action préparatoire -- Conseils des médias à l'ère numérique</b>						
125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	-125 000,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 09 05 77 08 - Action préparatoire -- Les cinémas, pôles d'innovation des collectivités locales</b>						
375 000,00	825 000,00	1 198 336,11	1 663,89	-1 663,89	-0,44 %	0,00
<b>CP - 09 05 77 10 - Projet pilote -- Soutenir le journalisme d'investigation et la liberté des médias dans l'Union européenne</b>						
887 500,00	0,00	509 456,20	378 043,80	-335 054,30	-37,75 %	42 989,50
<b>CP - 10 02 77 03 - Projet pilote -- Application à l'Union de la méthode de recherche appelée «cadre pour l'évaluation des inégalités multidimensionnelles»</b>						
637 500,00	0,00	171 800,89	465 699,11	-365 580,00	-57,35 %	100 119,11
<b>CP - 10 02 77 04 - Projet pilote -- Techniques intégrées pour le renforcement antisismique et l'efficacité énergétique des bâtiments existants</b>						
637 500,00	0,00	188 524,04	448 975,96	-147 000,00	-23,06 %	301 975,96
<b>CP - 10 03 01 - Activités Euratom de recherche directe</b>						
11 600 000,00	0,00	6 023 821,37	5 576 178,63	-2 000 000,00	-17,24 %	3 576 178,63
<b>CP - 10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets</b>						
29 500 000,00	0,00	18 691 565,63	10 808 434,37	-3 900 000,00	-13,22 %	6 908 434,37
<b>CP - 12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur des services financiers</b>						
3 450 000,00	1 414 522,65	2 895 456,75	1 969 065,90	98 420,00	2,85 %	2 067 485,90
<b>CP - 14 02 01 - Soutenir le fonctionnement et la modernisation de l'union douanière</b>						
75 200 000,00	0,00	70 721 379,50	4 478 620,50	18 298 094,00	24,33 %	22 776 714,50

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 14 02 02 - Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane</b>						
1 142 890,00	0,00	1 129 834,03	13 055,97	-13 055,97	-1,14 %	0,00
<b>CP - 14 03 01 - Améliorer le fonctionnement approprié des systèmes fiscaux</b>						
27 400 000,00	0,00	22 086 497,12	5 313 502,88	3 513 095,14	12,82 %	8 826 598,02
<b>CP - 14 04 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur</b>						
2 925 000,00	0,00	2 478 980,74	446 019,26	484 514,63	16,56 %	930 533,89
<b>CP - 16 03 01 02 - Informations destinées aux médias et productions audiovisuelles</b>						
6 500 000,00	0,00	3 232 099,33	3 267 900,67	-1 500 000,00	-23,08 %	1 767 900,67
<b>CP - 16 03 01 03 - Relais d'information</b>						
15 500 000,00	0,00	13 170 904,55	2 329 095,45	-1 000 000,00	-6,45 %	1 329 095,45
<b>CP - 16 03 01 04 - Communication des représentations de la Commission, dialogues avec les citoyens et actions de partenariat</b>						
20 600 000,00	0,00	7 686 318,54	12 913 681,46	-7 500 000,00	-36,41 %	5 413 681,46
<b>CP - 16 03 02 02 - Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels</b>						
5 600 000,00	0,00	3 096 355,58	2 503 644,42	-900 000,00	-16,07 %	1 603 644,42
<b>CP - 16 03 02 03 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne</b>						
21 900 000,00	0,00	12 873 258,76	9 026 741,24	-1 000 000,00	-4,57 %	8 026 741,24
<b>CP - 16 03 02 05 - Analyse de l'opinion publique</b>						
6 800 000,00	0,00	2 986 178,27	3 813 821,73	-2 100 000,00	-30,88 %	1 713 821,73
<b>CP - 18 04 01 01 - L'Europe pour les citoyens -- Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union</b>						
26 000 000,00	-65 000,00	19 831 592,14	6 103 407,86	-4 175 000,00	-16,06 %	1 928 407,86
<b>CP - 19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente</b>						
240 000 000,00	0,00	208 607 350,06	31 392 649,94	35 000 000,00	14,58 %	66 392 649,94
<b>CP - 19 04 01 - Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale</b>						
37 000 000,00	-3 000 000,00	5 126 003,79	28 873 996,21	-28 500 000,00	-77,03 %	373 996,21
<b>CP - 19 05 01 - Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et de défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays</b>						
110 000 000,00	-638 955,11	79 330 423,44	30 030 621,45	3 000 000,00	2,73 %	33 030 621,45
<b>CP - 20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers</b>						
11 800 000,00	1 500 000,00	7 947 078,12	5 352 921,88	-500 000,00	-4,24 %	4 852 921,88
<b>CP - 20 02 77 02 - Projet pilote -- Les femmes et le commerce: créer un chapitre modèle sur le genre dans les accords de libre-échange en fonction des données relatives aux femmes qui participent au commerce et aux femmes qui participent à l'économie domestique</b>						
130 000,00	0,00	18 036,93	111 963,07	-111 963,07	-86,13 %	0,00
<b>CP - 21 02 01 - Coopération avec l'Amérique latine</b>						
274 000 000,00	28 000 000,00	157 067 859,07	144 932 140,93	5 000 000,00	1,82 %	149 932 140,93
<b>CP - 21 02 02 - Coopération avec l'Asie</b>						
656 000 000,00	-48 500 000,00	438 983 029,64	168 516 970,36	35 000 000,00	5,34 %	203 516 970,36
<b>CP - 21 02 03 - Coopération avec l'Asie centrale</b>						
102 000 000,00	0,00	93 232 188,29	8 767 811,71	6 000 000,00	5,88 %	14 767 811,71
<b>CP - 21 02 04 - Coopération avec le Moyen-Orient</b>						
70 000 000,00	50 000 000,00	69 964 946,11	50 035 053,89	20 000 000,00	28,57 %	70 035 053,89
<b>CP - 21 02 20 - Erasmus + -- Contribution de l'instrument de financement de la coopération au développement</b>						
103 256 481,00	0,00	61 253 002,14	42 003 478,86	2 000 000,00	1,94 %	44 003 478,86

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 21 04 01 - Renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et soutenir les réformes démocratiques</b>						
125 000 000,00	1 000 000,00	94 601 178,94	31 398 821,06	9 000 000,00	7,20 %	40 398 821,06
<b>CP - 21 06 01 - Promotion d'un niveau élevé de sûreté nucléaire et de radioprotection et application de contrôles de sécurité efficaces et effectifs concernant les matières nucléaires dans les pays tiers</b>						
23 700 000,00	0,00	6 877 863,13	16 822 136,87	-12 000 000,00	-50,63 %	4 822 136,87
<b>CP - 21 08 01 - Évaluation des résultats de l'aide de l'Union, actions de suivi et d'audit</b>						
30 498 459,00	-2 454 575,00	11 639 351,29	16 404 532,71	-6 545 425,00	-21,46 %	9 859 107,71
<b>CP - 21 08 02 - Coordination et sensibilisation dans les domaines du développement, de l'élargissement et du voisinage</b>						
15 445 488,00	-1 325 798,00	6 234 486,70	7 885 203,30	-1 174 202,00	-7,60 %	6 711 001,30
<b>CP - 21 09 51 01 - Asie</b>						
2 000 000,00	-200 000,00	107 799,54	1 692 200,46	-200 000,00	-10,00 %	1 492 200,46
<b>CP - 21 09 51 02 - Amérique latine</b>						
1 000 000,00	-100 000,00	0,00	900 000,00	-900 000,00	-90,00 %	0,00
<b>CP - 22 02 03 02 - Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union</b>						
398 786 099,00	6 000 000,00	383 357 232,64	21 428 866,36	100 000 000,00	25,08 %	121 428 866,36
<b>CP - 22 04 01 01 - Pays méditerranéens -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité</b>						
99 184 805,00	15 000 000,00	95 545 862,43	18 638 942,57	37 000 000,00	37,30 %	55 638 942,57
<b>CP - 22 04 01 02 - Pays méditerranéens -- Réduction de la pauvreté et développement durable</b>						
470 341 793,00	25 000 000,00	468 564 111,58	26 777 681,42	79 000 000,00	16,80 %	105 777 681,42
<b>CP - 22 04 02 01 - Partenariat oriental -- Droits de l'homme, bonne gouvernance et mobilité</b>						
142 497 911,00	0,00	108 611 999,15	33 885 911,85	38 000 000,00	26,67 %	71 885 911,85
<b>CP - 22 04 02 02 - Partenariat oriental -- Réduction de la pauvreté et développement durable</b>						
268 456 920,00	0,00	173 484 153,75	94 972 766,25	72 007 757,31	26,82 %	166 980 523,56
<b>CP - 22 04 03 01 - Coopération transfrontalière (CTF) -- Contribution de la rubrique 4</b>						
53 256 169,00	0,00	46 851 561,85	6 404 607,15	24 000 000,00	45,07 %	30 404 607,15
<b>CP - 22 04 03 04 - Autres coopérations plurinationales dans les pays relevant du voisinage -- Mesures d'appui</b>						
16 297 114,00	8 000 000,00	16 831 395,14	7 465 718,86	5 000 000,00	30,68 %	12 465 718,86
<b>CP - 23 03 01 01 - Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes au sein de l'Union</b>						
238 000 000,00	-19 000 000,00	77 084 318,57	141 915 681,43	-60 000 000,00	-25,21 %	81 915 681,43
<b>CP - 23 03 77 04 - Action préparatoire -- Réseau de plateformes européennes de protection civile et de gestion des crises</b>						
361 500,00	0,00	343 749,86	17 750,14	-17 750,00	-4,91 %	0,14
<b>CP - 24 02 01 - Prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union</b>						
13 647 773,00	0,00	3 476 036,86	10 171 736,14	-1 000 000,00	-7,33 %	9 171 736,14
<b>CP - 26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services</b>						
7 000 000,00	0,00	4 115 180,37	2 884 819,63	-250 000,00	-3,57 %	2 634 819,63
<b>CP - 26 03 01 - Solutions d'interopérabilité et cadres communs pour les administrations publiques, les entreprises et les citoyens européens (ISA<sup>2</sup>)</b>						
25 000 000,00	0,00	17 237 028,59	7 762 971,41	6 000 000,00	24,00 %	13 762 971,41
<b>CP - 26 03 77 06 - Action préparatoire -- Gouvernance et qualité du code logiciel -- Audit des logiciels libres et open source</b>						
104 000,00	196 081,50	295 081,50	5 000,00	172 000,00	165,38 %	177 000,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 26 03 77 09 - Action préparatoire -- Mécanismes d'analyse de données pour la formulation des politiques</b>						
800 000,00	-111 581,50	688 418,50	0,00	15 000,00	1,88 %	15 000,00
<b>CP - 29 02 01 - Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen</b>						
71 000 000,00	0,00	42 200 625,06	28 799 374,94	-5 985 000,00	-8,43 %	22 814 374,94
<b>CP - 32 02 01 01 - L'intégration plus poussée du marché intérieur de l'énergie et l'interopérabilité des réseaux d'électricité et de gaz à travers les frontières</b>						
148 240 000,00	0,00	83 340 369,95	64 899 630,05	-18 500 000,00	-12,48 %	46 399 630,05
<b>CP - 32 02 01 02 - Renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Union</b>						
134 200 000,00	0,00	74 460 485,99	59 739 514,01	-5 800 000,00	-4,32 %	53 939 514,01
<b>CP - 32 02 01 03 - Contribuer au développement durable et à la protection de l'environnement</b>						
134 300 000,00	0,00	62 048 319,44	72 251 680,56	-5 800 000,00	-4,32 %	66 451 680,56
<b>CP - 32 02 10 - Agence de coopération des régulateurs de l'énergie de l'Union européenne</b>						
16 277 975,00	0,00	16 277 975,00	0,00	428 573,00	2,63 %	428 573,00
<b>CP - 32 02 52 - Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique</b>						
60 000 000,00	0,00	23 182 858,71	36 817 141,29	-27 000 000,00	-45,00 %	9 817 141,29
<b>CP - 32 03 01 - Contrôle de sécurité nucléaire</b>						
18 850 000,00	0,00	10 576 868,81	8 273 131,19	-3 000 000,00	-15,92 %	5 273 131,19
<b>CP - 32 03 03 - Programme d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Lituanie</b>						
68 050 000,00	0,00	49 486 966,69	18 563 033,31	-13 780 000,00	-20,25 %	4 783 033,31
<b>CP - 32 03 04 01 - Programme Kozloduy</b>						
54 350 000,00	0,00	12 187,00	54 337 813,00	-16 940 000,00	-31,17 %	37 397 813,00
<b>CP - 32 03 04 02 - Programme Bohunice</b>						
43 450 000,00	-19 320 000,00	12 187,00	24 117 813,00	-23 640 000,00	-54,41 %	477 813,00
<b>CP - 32 04 03 01 - Assurer le passage à un système énergétique fiable, durable et compétitif</b>						
416 594 189,00	0,00	235 895 216,90	180 698 972,10	-52 000 000,00	-12,48 %	128 698 972,10
<b>CP - 33 02 01 - Garantir la protection des droits et donner des moyens d'action aux citoyens</b>						
30 000 000,00	0,00	18 263 262,03	11 736 737,97	4 600 000,00	15,33 %	16 336 737,97
<b>CP - 33 02 02 - Promouvoir la non-discrimination et l'égalité</b>						
39 600 000,00	-828 273,26	19 904 076,24	18 867 650,50	3 000 000,00	7,58 %	21 867 650,50
<b>CP - 33 03 01 - Soutenir et promouvoir la formation judiciaire et faciliter l'accès effectif à la justice pour tous</b>						
27 600 000,00	0,00	14 235 854,95	13 364 145,05	7 000 000,00	25,36 %	20 364 145,05
<b>CP - 33 03 02 - Faciliter et soutenir la coopération judiciaire en matière civile et pénale</b>						
12 000 000,00	-210 000,00	8 234 729,39	3 555 270,61	3 000 000,00	25,00 %	6 555 270,61
<b>CP - 33 03 77 08 - Action préparatoire -- Renforcement des capacités, développement programmatique et communication dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière</b>						
687 500,00	0,00	0,00	687 500,00	-687 500,00	-100,00 %	0,00
<b>CP - 33 04 01 - Préserver l'intérêt des consommateurs et améliorer leur sécurité et leur information</b>						
25 000 000,00	-240 724,45	15 766 558,68	8 992 716,87	700 000,00	2,80 %	9 692 716,87
<b>CP - 34 02 01 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union</b>						
44 777 778,00	0,00	24 935 729,94	19 842 048,06	3 400 000,00	7,59 %	23 242 048,06

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
<b>CP - 34 02 02 - Accroître la résilience de l'Union au changement climatique</b>						
24 087 302,00	0,00	20 394 997,97	3 692 304,03	8 700 000,00	36,12 %	12 392 304,03
<b>CP - 34 02 03 - Améliorer la gouvernance climatique et l'information à tous les niveaux</b>						
15 634 921,00	0,00	10 290 117,25	5 344 803,75	2 400 000,00	15,35 %	7 744 803,75
<b>CP - 34 02 04 - Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur le climat</b>						
910 000,00	0,00	900 444,36	9 555,64	-9 555,64	-1,05 %	0,00
<b>CP - 40 02 41 - Crédits dissociés</b>						
65 303 000,00	0,00	0,00	65 303 000,00	-5 994 631,00	-9,18 %	59 308 369,00
<b>Total PRÉLEVEMENT CP</b>				<b>-595 374 317,08</b>		
<b>Total RENFORCEMENT CP</b>				<b>595 374 317,08</b>		
<b>Total PRÉLEVEMENT CE</b>				<b>0,00</b>		
<b>Total RENFORCEMENT CE</b>				<b>0,00</b>		
<b>Total PRÉLEVEMENT CND</b>				<b>0,00</b>		
<b>Total RENFORCEMENT CND</b>				<b>0,00</b>		



## Justifications

### **Decreased 01 03 02**

#### **Macro-financial assistance**

The expected third tranche of the disbursement of Macro-financial assistance for Moldova was definitively cancelled, with no possibility of postponement. Therefore, payments for grants will only amount to EUR 15,7 million in 2020, and an amount of EUR 11,3 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 01 04 06**

#### **European Investment Advisory Hub (EIAH) and European Investment Project Portal (EIPP)**

Due to the current Covid-19 circumstances and uncertainty in the European market, the European Investment Bank will not request the expected second subsequent pre-financing in 2020 but will report this request to next year. The total European Investment Advisory Hub can therefore make available an amount of EUR 2,5 million in payments appropriations.

### **Decreased 02 04 02 01**

#### **Leadership in space**

The implementation of the procurement of Horizon 2020 contracts has been slower than expected. Many important procurements had to be delayed due to Brexit in view of the evaluation on the participation of the UK to sensitive security related contracts. Therefore, an amount of EUR 22,7 million can be made available.

### **Decreased 02 04 77 06**

#### **Pilot project -- Space traffic management**

The final pre-financing rate (30%) in the procurement of this pilot project is lower than the original pre-financing established (50%). Therefore, an amount of EUR 140 000 can be made available.

### **Decreased 02 04 77 07**

#### **Preparatory action -- Preparing the new EU GOVSATCOM programme**

The delay in the signature of the contracts related to Govsatcom activities has resulted in a lower level of payment appropriations needed in 2020. The related contracts are expected to be signed by the end of this year and first pre-financings will take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 3,2 million can be made available.

### **Decreased 02 04 77 08**

#### **Pilot project -- Aviation resilience to GNSS jamming and cyber-threats**

The pre-financing of this pilot project originally foreseen in 2020 will take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 375 000 in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 02 07 01**

#### **European Defence Industrial Development Programme (EDIDP)**

Following the delay in the finalisation of the pillar assessment of the "Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement" (OCCAr) a large part of the payments has to be postponed until OCCAr is assessed to be fully pillar compliant (2021).

Part of the postponement has been compensated by further pre-financing of the competitive calls for proposals in order to support the defence industry in the current economic context. In this situation, the total payments for 2020 should be limited to EUR 179 million and an amount of EUR 20,7 million can be made available.

#### **Decreased 04 04 01**

##### **EGF -- to support workers and self-employed persons whose activity has ceased as a result of globalisation**

The assigned revenues available on this budget line are sufficient to cover the payment needs until the end of 2020 as there is only one case for the European Globalisation Adjustment Fund in the pipeline (EGF/2020/001 ES/Galicia shipbuilding ancillary sectors). Therefore, an amount of EUR 9,7 million in payment appropriations can be made available.

#### **Decreased 05 05 03 02**

##### **Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis**

Due to a reduced payment forecast for the third quarter of 2020, and the availability of assigned revenue (not known at the time of the establishment of the 2020 budget), an amount of EUR 15 million can be made available.

#### **Decreased 05 05 04 02**

##### **Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis**

Due to a reduced payment forecast for the third quarter of 2020, and the availability of assigned revenue (not known at the time of the establishment of the 2020 budget), an amount of EUR 50 million can be made available.

#### **Decreased 05 06 01**

##### **International agricultural agreements**

The EU contributions paid to the International Sugar Organisation, the International Grains Council and the International Olive Council were lower than estimated in the 2020 budget. Moreover, it will not be possible to use the amount of EUR 1 million budgeted in 2020 for the World Intellectual Property Organisation, as the Commission proposal to fix special contributions from members (including the EU) to cover the deficit of the Lisbon Union, has now become obsolete. An amount of EUR 1,6 million in payment appropriations can therefore be made available.

#### **Decreased 05 09 03 01**

##### **Securing sufficient supplies of safe and high quality food and other bio-based products**

An amount of EUR 10,4 million can be made available following beneficiaries requests to extend projects' duration due to the Covid-19 outbreak, and the resulting postponement of payment deadlines and final payments.

#### **Increased 06 02 01 03**

##### **Optimising the integration and interconnection of transport modes and enhancing interoperability**

The latest revision of the payment forecast for the Connecting Europe Facility support actions shows an additional need of EUR 1 million in payment appropriations.

#### **Increased 06 02 01 05**

##### **Creating an environment more conducive to private investment for transport infrastructure projects**

The payments for the Connecting Europe Facility Debt instrument were initially forecast for the year 2021. As the projects advanced at a faster pace than expected, the European Investment Bank is requesting the final payment of EUR 40,5 million already in 2020. Therefore, a reinforcement of EUR 33,8 million is needed.

### **Decreased 06 02 03 01**

#### **European Maritime Safety Agency**

An amount of EUR 1 million in payment appropriations can be made available following the reprogramming of activities that could not take place due to the Covid-19 pandemic.

The funds mainly relate to the expenditures for Cooperation on Coast Guard Functions. The other affected expenditure includes Information Services & Databases, Communication, Workshops & Training, and Studies in support of the Agency's operations and Operational missions.

### **Decreased 06 02 03 02**

#### **European Maritime Safety Agency -- Anti-pollution measures**

An amount of EUR 0,6 million in payment appropriations can be made available due to a number of activities that could not take place following travel restrictions.

### **Increased 06 03 03 01**

#### **Achieving a resource-efficient, environmentally-friendly, safe and seamless European transport system**

Based on the revised estimates, a reinforcement of EUR 2,7 million is needed to cover the invoices to be received by the end of the year.

### **Increased 07 02 01**

#### **Contributing to a greener and more resource-efficient economy and to the development and implementation of Union environmental policy and legislation**

In order to respond to the Covid-19 crisis and allow more liquidity for the beneficiaries of the EU LIFE programme, the Commission has decided to increase from 30% to 40% the pre-financing of all 2019 and 2020 LIFE calls for proposals. Therefore, a reinforcement of EUR 15 million in payment appropriations is needed in 2020.

### **Increased 07 02 02**

#### **Halting and reversing biodiversity loss**

In order to respond to the Covid-19 crisis and allow more liquidity for the beneficiaries of the EU LIFE programme, the Commission has decided to increase from 30% to 40% the pre-financing of all 2019 and 2020 LIFE calls for proposals. Therefore, a reinforcement of EUR 11 million is needed in 2020.

### **Decreased 07 02 04**

#### **Contribution to multilateral and international environment agreements**

After the payment of all the outstanding invoices, there is a surplus of EUR 0,2 million on the budget line, corresponding to a reserve for exchange rate fluctuations.

### **Decreased 08 02 01 01**

#### **Strengthening frontier research in the European Research Council**

The European Research Council grant holders are mostly mono-beneficiaries. Therefore, issues faced by the beneficiaries due to the Covid-19 crisis (delays of project implementation) could not be compensated by other beneficiaries, less affected by the crisis, as it can be the case for multi-beneficiary grants on other budget lines. Hence, an amount of EUR 50,2 million can be made available.

## **Decreased 08 02 03 01**

### **Improving lifelong health and well-being**

The amount of EUR 26,8 million can be made available due to a lower than expected payment request from the European and Developing Countries Clinical Trials Partnership (EDCTP), a public-private partnership supported by Horizon 2020 to develop the clinical research capacity in sub-Saharan Africa. Mainly due to the Covid-19 pandemic, delays have occurred in grant preparation and implementation (for example, delays in receiving necessary documents).

## **Decreased 08 03 01 01**

### **Euratom -- Fusion energy**

An amount of EUR 31,6 million in payment appropriations can be made available due to delays in the implementation of the contract for the operation of the Joint European Torus (JET) facilities by the UK Atomic Energy Authority. As milestones foreseen in the contract were not achieved in 2019, the European Commission has decided to suspend the contract's implementation, in accordance with the contract provision. The suspension applied from 1st January 2020 onwards and it is now expected that the contract will resume on the 1st October 2020. The amendment to the contract lifting the suspension includes an extension of duration as well as operational changes.

## **Decreased 08 03 01 02**

### **Euratom -- Nuclear fission and radiation protection**

The European Investment Bank (EIB), as entrusted entity for the implementation of the InnovFin financial instrument, reported that none of the operations related to the InnovFin window dedicated to Euratom will be mature enough to obtain an approval from the EIB Board of Directors by December 2020. Therefore, the appropriations corresponding to the InnovFin window dedicated to Euratom will not be implemented this year and the amount of EUR 20 million can be made available.

## **Decreased 08 05 77 01**

### **Pilot project -- Research into reducing CO2 emissions in steel production**

Upon consortium request, the starting date of the pilot project has been postponed from December 2019 to January 2020. Consequently, payments initially foreseen in 2020 have to be postponed to 2021, and an amount of EUR 0,5 million can be made available.

## **Decreased 09 02 77 12**

### **Pilot project -- EU-wide programming contest**

Due to the Covid-19 pandemic, most of the EU code hackathons/workshops have been postponed to 2021. One interim payment will be paid in 2020 to cover the work prior to the suspension of the workshops. Therefore, an amount of EUR 235 580 in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 09 02 77 13**

### **Pilot project -- EU grants for small-scale online media: supporting high-quality news products and tackling fake news**

The call for proposal for this project is still to be launched. The award decision will be finalised end of 2020/beginning 2021 with the project due to start in the first quarter of 2021. Therefore, no payments will be made in 2020 and an amount of EUR 550 000 in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 09 02 77 14**

### **Pilot project -- Integrity of social media**

The call for proposal for this project is still to be launched. The award decision will be finalised end of 2020/beginning 2021 with the project due to start in the first quarter of 2021. Therefore, no payments will be made in 2020 and an amount of EUR 225 000 in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 09 02 77 15**

#### **Pilot project -- Smart urban mobility involving autonomous vehicles**

The call for proposal for this project ends 18/9/2020. The award decision will be finalised by the end of 2020 with the project due to start in the first quarter of 2021. Therefore there will be no payments in 2020 and an amount of EUR 250 000 can be made available.

### **Decreased 09 02 77 16**

#### **Pilot project -- Media ownership monitor**

The call for proposal for this project is still to be launched. The award decision will be finalised end of 2020/beginning 2021 with the project due to start in the first quarter of 2021. Therefore no payments will be made in 2020 and an amount of EUR 250 000 in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 09 02 77 17**

#### **Preparatory action -- Media councils in the digital age**

No payments are expected in 2020 for this preparatory action. Therefore, an amount of EUR 125 000 in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 09 05 77 08**

#### **Preparatory action -- Cinemas as innovation hubs for local communities**

The Grant Agreements for this preparatory action were signed and the projects launched at the beginning of the second quarter of 2020. All pre-financing of 60% has been paid. Therefore, an amount of EUR 1 664 can be made available.

### **Decreased 09 05 77 10**

#### **Pilot project -- Supporting investigative journalism and media freedom in the EU**

The Grant Agreements for this pilot project were signed and the projects launched in the second and third quarter of 2020. All pre-financing has been paid and the forecasted interim payments have been delayed to the first quarter of 2021. Therefore, an amount of EUR 335 054 in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 10 02 77 03**

#### **Pilot project -- Implementation of the research methodology `Multidimensional Inequality Framework` research methodology for the European Union**

Due to the Covid-19 crisis, workshops could not take place as planned or have been held as digital meetings, which led to lower expenses. Besides, the payments related to some IT expenses will only take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 0,4 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 10 02 77 04**

#### **Pilot project -- Integrated techniques for the seismic strengthening and energy efficiency of existing buildings**

Due to the Covid-19 crisis, workshops could not take place as planned or have been held as digital meetings, which led to lower expenses. Therefore, an amount of EUR 147 000 can be made available.

### **Decreased 10 03 01**

#### **Euratom activities of direct research**

Due to the Covid-19 crisis, the execution of contracts has slowed down for some months and the situation is still not back to normal. As this budget is implemented mainly through procurement and payments on deliverables, it is not expected that the delays can be recovered by year-end. Therefore, an amount of EUR 2 million in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 10 05 01**

### **Decommissioning of Euratom obsolete nuclear facilities and final disposal of wastes**

An amount of EUR 3,9 million in payment appropriations can be made available, for the following reasons:

- Delays in the construction of the German national repository KONRAD in Karlsruhe. The costs for the construction and operation actually incurred were significantly lower than the forecast. This difference had been partially anticipated, but actual underspending due to this lower invoice amounts to EUR 1,9 million;
- A new grouting station dedicated to production of conditioned final waste packages is under construction in Ispra. The conditioning of solid radioactive waste in specific type of containers shall be done by embedding the radioactive waste in cement mortar. Delays in the contract execution has been worsened by the lock down, which is still limiting actual physical work on-site. Payments are linked to pre-defined deliverables for the construction and therefore could not be implemented. In addition, maintenance operations for the Nuclear Decommissioning facilities were reduced to the minimum necessary during the lock down. These delays led to a surplus of EUR 2 million in payment appropriations.

## **Increased 12 02 01**

### **Implementation and development of the single market for financial services**

A reinforcement of EUR 98 420 in payment appropriations is needed due to a higher amount of payments due on outstanding commitments. This is a consequence of an increase of the commitment appropriations in previous years.

## **Increased 14 02 01**

### **Supporting the functioning and modernisation of the customs union**

Nearly 80% of the expenditure is linked to lengthy software development and testing cycles of the various IT systems, which make precise forecasts of payment appropriations particularly difficult. Since the start of 2020, there has been a significant increase in number and value of invoices for this budget line.

A reinforcement of EUR 18,3 million in payment appropriations is requested to cover the additional needs stemming from this higher than expected level of implementation and is paramount to allow finalising the Customs projects: 8 out of the 17 new IT systems required for the Union Customs Code will be delivered by end 2020.

## **Decreased 14 02 02**

### **Membership of international organisations in the field of customs**

Following the decision of the Council of the World Customs Organization (WCO) in June, the 2020 contribution to the WCO was not adjusted compared to last year's contribution. Hence, the amount of EUR 13 056 can be made available.

## **Increased 14 03 01**

### **Improving the proper functioning of the taxation systems**

Since the start of 2020, there has been a significant increase in number and value of invoices for this budget line. A reinforcement of EUR 3,5 million in payment appropriations is requested to cover the additional needs stemming from this higher than expected level of implementation.

## **Increased 14 04 01**

### **Implementation and development of the internal market**

Since the start of 2020, there has been a significant increase in number and value of invoices for this budget line. Therefore, a reinforcement of EUR 0,5 million is requested to cover additional needs stemming from this higher than expected level of implementation.

## **Decreased 16 03 01 02**

### **Information for the media and audiovisual productions**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen and an amount of EUR 1,5 in million payment appropriations can be made available.

## **Decreased 16 03 01 03**

### **Information outlets**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen and an amount of EUR 1 million in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 16 03 01 04**

### **Communication of the Commission Representations, Citizens-- Dialogues and `Partnership` actions**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen. This budget line is particularly affected as many information events to citizens organized by Representations and Citizens' Dialogues have been cancelled in 2020. Therefore, an amount of EUR 7,5 million in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 16 03 02 02**

### **Operation of radio and television studios and audiovisual equipment**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen and an amount of EUR 0,9 million can be made available.

## **Decreased 16 03 02 03**

### **Online and written information and communication tools**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen and an amount of EUR 1 million in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 16 03 02 05**

### **Public opinion analysis**

Due to the exceptional situation linked to the Covid-19 pandemic, many activities initially foreseen for 2020 have been cancelled or postponed. Accordingly, the payments expected in 2020 are lower than initially foreseen and an amount of EUR 2,1 million in payment appropriations can be made available.

## **Decreased 18 04 01 01**

### **Europe for citizens -- Strengthening remembrance and enhancing capacity for civic participation at the Union level**

Due to some delays linked with the Covid-19 situation, the payment needs until the end of the year have decreased.. Therefore, an amount of EU 4,2 million in payment appropriations can be made available.

## **Increased 19 02 01**

### **Response to crisis and emerging crisis**

The implementation of the Instrument contributing to stability and peace is progressing more rapidly than previously estimated. Based on the revised forecast, a reinforcement of EUR 35 million is needed to proceed with cost claims and first pre-financings due in 2020.

### **Decreased 19 04 01**

#### **Improving the reliability of electoral processes, in particular by means of election observation missions**

As the actions linked to the Election Observation Missions (EOMs) take mainly place in the countries where the elections occur, this budget line was hugely affected by the consequences of the Covid-19 pandemic. Many missions were cancelled, delayed and changed. Therefore, EUR 28,5 million in payment appropriations can be made available.

### **Increased 19 05 01**

#### **Cooperation with third countries to advance and promote Union and mutual interests**

Based on the revised forecast of payment, a reinforcement of EUR 3 million is requested to proceed with cost claims and first pre-financings, and to cover most urgent needs before the end of 2020.

### **Decreased 20 02 01**

#### **External trade relations, including access to the markets of third countries**

The deployment and operation of the system for screening of foreign direct investments (FDI) has been delayed from last quarter of 2020 to first or second quarter of 2021. The signature of the framework contract is now foreseen for the end of November instead of September 2020. The commitment and the signature of the specific contract should follow shortly thereafter. This means that some of the payments will be delayed and processed only in 2021. In addition, costs have decreased since many events have been cancelled due to the Covid-19 pandemic, or have been replaced by virtual meetings.

For these reasons an amount of EUR 0,5 million in payment appropriations can be made available .

### **Decreased 20 02 77 02**

#### **Pilot project -- Women and trade: creating a model chapter on gender in free trade agreements based on data on women participating in trade and women participating in the domestic economy**

The final payment for one project was lower than estimated (EUR 18 037 instead of EUR 80 000). The unspent budget is mostly related to lower expenditure for in-country surveys, travel and translation. Moreover, the final payment for another project will be due only at the beginning of 2021. As a consequence, an amount of EUR 111 963 in payment appropriations can be made available.

### **Increased 21 02 01**

#### **Cooperation with Latin America**

The overall shortage of payment appropriations on the line is estimated at EUR 44 million. It is mainly linked to the need to frontload disbursements of budget support, normally planned for 2021, in order to allow partner countries to take immediate measures in the context of the Covid-19 pandemic. The countries affected are Honduras, El Salvador, Nicaragua and Peru.

Part of the needs (EUR 28 million) will be covered through a Commission autonomous transfer. In addition, an amount of EUR 5 million in payment appropriations is requested in the Global Transfer to cover most urgent payments needed before the end of 2020.

### **Increased 21 02 02**

#### **Cooperation with Asia**

The overall shortage of payment appropriations on this budget line is estimated at EUR 126,5 million. It is mainly linked to the need to frontload disbursements of budget support, normally planned for 2021, in order to allow for immediate response to the Covid-19 pandemic. The countries affected are Nepal, Myanmar and Cambodia.

Part of the needs (EUR 41,5 million) will be covered through a Commission autonomous transfer. In addition, an amount of EUR 35 million is requested through the Global Transfer, and a reinforcement of EUR 50 million will be requested in the Draft Amending Budget 10 to cover most urgent payments needed before the end of 2020.



### **Increased 21 02 03**

#### **Cooperation with Central Asia**

The shortage of payment appropriations on this budget line is mainly linked to the need to frontload disbursements of budget support, normally planned for later years, in order to allow for immediate response to the Covid-19 pandemic. The countries affected are Tadzhikistan and Uzbekistan. A reinforcement of EUR 6 million is requested through the Global Transfer. In addition, an amount of EUR 15 million will be requested in the Draft Amending Budget 10 to cover most urgent payments needed before the end of 2020.

### **Increased 21 02 04**

#### **Cooperation with the Middle East**

The shortage of payment appropriations on this budget line is mainly linked to the need to frontload disbursements of budget support, normally planned for later years, in order to allow for immediate response to the Covid-19 pandemic in Yemen. A reinforcement of EUR 20 million in payment appropriations is therefore requested in the Global Transfer to cover most urgent payments needed before the end of 2020.

### **Increased 21 02 20**

#### **Erasmus+ -- Contribution from the development cooperation instrument (DCI)**

Following the updated forecasts received from the National Agencies (NA) implementing the Erasmus+ programme, additional payment appropriations are needed in order to pay the pre-financings requested by the NA and to ensure a smooth running of Erasmus+ activities. A reinforcement of EUR 2 million is therefore needed.

### **Increased 21 04 01**

#### **Enhancing the respect for and observance of human rights and fundamental freedoms and supporting democratic reforms**

Due to the Covid-19 crisis, a lot of contracting was frontloaded and more advance payments executed. Moreover, the funds not yet contracted at country level from the 2019 commitments (EUR 32 million) will be contracted by the end of 2020, which will also entail additional advance payments. A reinforcement of EUR 10 million is therefore needed, of which EUR 1 million will be implemented through a Commission autonomous transfer, and an amount of EUR 9 million is requested in the Global transfer.

### **Decreased 21 06 01**

#### **Promotion of a high level of nuclear safety, radiation protection and the application of efficient and effective safeguards relating to nuclear material in third countries**

Actions relating to the Instrument for Nuclear Safety Cooperation (INSC) have been severely impacted by the ongoing Covid-19 crisis. The nature of INSC operations (field visits, training of personnel, supply of equipment, safety assessments etc.) means that the implementation of a majority of projects has slowed down significantly. Therefore, the revised forecasts indicate that an amount of EUR 12 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 21 08 01**

#### **Evaluation of the results of Union aid and follow-up and audit measures**

The surplus in payment appropriations is mainly due to two factors:

- some contracts (result oriented monitoring and evaluations) cannot be finalized in 2020 due to the Covid-19 crisis and the pre-financing payments initially envisaged cannot be paid;
- some contracts that were postponed from 2019 to 2020, were in turn delayed now due to the Covid-19 crisis with an impact on the use of 2020 payment appropriations.

Therefore, a total amount of EUR 9 million can be made available, of which EUR 2,5 million will cover needs through a Commission autonomous transfer. An amount of EUR 6,5 million can be made available for the Global transfer.

## **Decreased 21 08 02**

### **Coordination and promotion of awareness on development issues and on the enlargement and neighbourhood policies**

The finalisation of some contracts was delayed due to the Covid-19 crisis. Therefore, a total amount of EUR 2,5 million can be made available, of which EUR 1,3 million will cover needs through a Commission autonomous transfer. An amount of EUR 1,2 million can be made available for the Global transfer.

## **Decreased 21 09 51 01**

### **Asia**

The surplus of EUR 0,4 million in payment appropriations is due to over-optimistic forecasting. An amount of EUR 0,2 million will cover needs through a Commission autonomous transfer. Therefore, an amount of EUR 0,2 million can be made available for the Global transfer.

## **Decreased 21 09 51 02**

### **Latin America**

The surplus of EUR 1 million in payment appropriations is due to over-optimistic forecasting. An amount of EUR 0,1 million will cover needs through a Commission autonomous transfer. Therefore, an amount of EUR 0,9 million can be made available for the Global transfer.

## **Increased 22 02 03 02**

### **Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis**

The remaining part of the commitment for the 2016 special measure to support refugees in Turkey has to be paid to the EU Regional Trust Fund in Response to the Syrian crisis (EUTF Madad). The timely payment of this invoice is important in the context of the frontloading of operations as part of the Global Response to the Covid-19 crisis, as announced in the early summer for the Madad Trust Fund's activities. The payment implementation of the EUTF Madad in 2020 was much higher than expected at the time of the establishment of the Draft Budget 2020. Therefore, a reinforcement of EUR 100 million is requested in the Global transfer.

Moreover, there is a need for additional payment appropriations under this budget line due to reprogramming, increase of pre-financing payments and of indirect management mode with the beneficiary country in order to speed up payments to address the Covid-19 crisis. This additional reinforcement of EUR 90 million in payment appropriations will be requested in the Draft Amending Budget 10.

## **Increased 22 04 01 01**

### **Mediterranean countries -- Human rights, good governance and mobility**

In order to help partner countries deal with the economic, social and health consequences of the Covid-19 crisis, the Commission has been modifying on-going programmes in order to speed up their implementation and the related payments. In particular, the requirements for the disbursement of budget support tranches of a programme for Morocco have been modified. Therefore, a reinforcement of EUR 52 million in payment appropriations is needed, of which EUR 15 million will be covered through a Commission autonomous transfer, and EUR 37 million is requested in the Global transfer.

## **Increased 22 04 01 02**

### **Mediterranean countries -- Poverty reduction and sustainable development**

In order to help partner countries deal with the economic, social and health consequences of the Covid-19 crisis, the Commission has been modifying on-going programmes in order to speed up their implementation and the related payments. In particular, several budget support programmes for Morocco, Tunisia, Jordan and Algeria have been topped-up and their requirements for disbursement have been modified. In addition, other on-going regional and national programmes for the benefit of small and medium enterprises for example have been topped up and related payments increased and accelerated.

Therefore, an overall reinforcement of EUR 325 million in payment appropriations is needed, of which EUR 25 million will be covered through a Commission autonomous transfer, EUR 79 million are requested in the Global transfer, and EUR 221 million will be requested in the Draft Amending Budget 10.

## **Increased 22 04 02 01**

### **Eastern Partnership -- Human rights, good governance and mobility**

In order to help partner countries deal with the economic, social and health consequences of the Covid-19 crisis, the Commission has been modifying on-going programmes in order to speed up their implementation and the related payments. In particular, several budget support programmes for Armenia have been topped-up and their requirements for disbursement have been modified. In addition, an on-going programme for the stabilisation and growth in Ukraine has been topped up and the related payments increased and accelerated.

Therefore, a reinforcement of EUR 38 million in payment appropriations is requested in the Global transfer.

## **Increased 22 04 02 02**

### **Eastern Partnership -- Poverty reduction and sustainable development**

In order to help partner countries deal with the economic, social and health consequences of the Covid-19 crisis, the Commission has been modifying on-going programmes in order to speed up their implementation and the related payments. In particular, several budget support programmes for Armenia and Georgia have been topped up and their requirements for disbursement have been modified. In addition, several programmes for resilience and stability (Ukraine East, Armenia), for small and medium enterprises and businesses (Armenia) have been topped up and the related payments increased and accelerated.

Therefore, a reinforcement of EUR 137 million is needed, of which EUR 72 million is requested in the Global transfer and EUR 65 million will be requested in the Draft Amending Budget 10.

## **Increased 22 04 03 01**

### **Cross-border cooperation (CBC) -- Contribution from Heading 4**

When preparing the budget, the Commission did a prudent estimation of the needs for payment appropriations on this budget line, in light of previous years' implementation and experience with the accuracy of Member States' forecasts. However, project implementation has gathered speed in 2020 and the Managing Authorities have requested the full amount of pre-financing due in 2020. A reinforcement of EUR 24 million in payment appropriations is therefore needed.

## **Increased 22 04 03 04**

### **Other multi-country cooperation in the neighbourhood -- Supporting measures**

There are increased payment needs related to regional measures put in place to help partner countries in the Neighbourhood deal with the economic and social consequences of the Covid-19 crisis. Therefore, a reinforcement of EUR 13 million in payment appropriations is needed, of which EUR 8 million will be covered through a Commission autonomous transfer, and EUR 5 million is requested in the Global Transfer.

## **Decreased 23 03 01 01**

### **Disaster prevention and preparedness within the Union**

The payment forecast has been reduced by EUR 60 million for the following reasons:

- Member States requested lower level of pre-financing on the stockpiling contracts;
- Delays in the purchase of 2 Canadairs, resulting in the postponement to 2021 of the pre-financing initially foreseen for 2020;
- Delays in the implementation of some grant contracts, which result in having to postpone the interim and final payments to 2021;
- Signature and pre-financing of the medical evacuation services (Medevac) contract with Germany postponed to 2021;
- Some final payments related to 2016-2017 contracts were not paid (or partially paid) following analysis of final report.

## **Decreased 23 03 77 04**

### **Preparatory action -- Network of European hubs for civil protection and crisis management**

An amount of EUR 17 750 in payment appropriations can be made available because the contract, which has been closed, resulted in a lower consumption of funds.

## **Decreased 24 02 01**

### **Preventing and combating fraud, corruption and any other illegal activities affecting the Union's financial interests**

Due to the Covid-19 measures, OLAF could not implement the budget related to the Hercule programme as planned. In the course of 2020, it was not possible to organise the planned conferences and the Digital Forensic & Analyst trainings, OLAF's flagship. Therefore, an amount of EUR 1 million can be made available.

## **Decreased 26 02 01**

### **Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts**

Following the postponement of the eNotices2 project, initially planned in 2019 and launched in May 2020, some payments will be postponed to 2021. Therefore, an amount of EUR 250 000 can be made available.

## **Increased 26 03 01**

### **Interoperability solutions and common frameworks for European public administrations, businesses and citizens (ISA<sup>2</sup>)**

A reinforcement of EUR 6 million in payment appropriations is needed for the following reasons:

- The accelerated implementation rate of the programme due to the end of the current Multiannual Financial Framework;
- Many projects are catching up previous years' delays;
- More short-terms contracts have been signed than initially planned, leading to faster implementation rate.

## **Increased 26 03 77 06**

### **Preparatory action -- Governance and quality of software code -- Auditing of free and open-source software**

Based on an updated estimation, a reinforcement of EUR 172 000 is needed to pay the invoices due by the end of the year.

## **Increased 26 03 77 09**

### **Preparatory action -- Data analytics solutions for policymaking**

Based on an updated estimation, a reinforcement of EUR 15 000 is needed to pay the invoices due by the end of the year.

### **Decreased 29 02 01**

#### **Providing quality statistical information, implementing new methods of production of European statistics and strengthening the partnership within the European Statistical System**

Difficulties in the implementation of the ongoing grants for actions awarded to National Statistical Institutes due to the Covid-19 pandemic will lead to the postponement of payments to 2021. In addition, pre-financings originally planned for the end of 2020 will be postponed due to some delays in the publications and signature of the grant agreements. Therefore, an amount of EUR 6 million can be made available.

### **Decreased 32 02 01 01**

#### **Further integration of the internal energy market and the interoperability of electricity and gas networks across borders**

The energy strand of the Connecting Europe Facility was increased in both commitments and payments during the conciliation procedure of the budget 2020. Commitment appropriations were used in 2020 as the calls for proposals were launched during the year. However, the related first pre-financings will only take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 18,5 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 02 01 02**

#### **Enhancing Union security of energy supply**

The energy strand of the Connecting Europe Facility was increased in both commitments and payments during the conciliation procedure of the draft budget 2020. Commitment appropriations were used in 2020 as the calls for proposals were launched during the year. However, the related first pre-financings will only take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 5,8 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 02 01 03**

#### **Contributing to sustainable development and protection of the environment**

The energy strand of the Connecting Europe Facility was increased in both commitments and payments during the conciliation procedure of the draft budget 2020. Commitment appropriations were used in 2020 as calls for proposals were launched during the year. However, the related first pre-financings will only take place in 2021. Therefore, an amount of EUR 5,8 million in payment appropriations can be made available.

### **Increased 32 02 10**

#### **Agency for the Cooperation of Energy Regulators (ACER)**

The Agency faces a steep increase in appeals against its decisions stemming from the implementation of the new Clean Energy Package. Needs for the first half of the year have been funded through savings, but savings identified for the second half of the year are insufficient to cover the remaining needs, in particular legal counsel and translation services for decisions and appeals. Therefore, a reinforcement of EUR 0,4 million is requested.

### **Decreased 32 02 52**

#### **Completion of energy projects to aid economic recovery**

Due to the Covid-19 crisis, the progress in the implementation of the last projects is slower than expected, thus creating delays in the submission of payment requests. Therefore, the revision of payment forecast indicates a surplus of EUR 27 million that can be made available.

### **Decreased 32 03 01**

#### **Nuclear safeguards**

Due to the Covid-19 crisis, some deliveries of instruments, equipment and material foreseen initially before December 2020 will be delivered after this date and thus paid in 2021. There is also a decrease of the budget needed for the inspection missions. Therefore, an amount of EUR 3 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 03 03**

#### **Nuclear decommissioning assistance programme in Lithuania**

Due to the Covid-19 crisis, the anticipated acceleration of the implementation of the decommissioning programmes did not materialise. This affected the physical delivery of material and presence of foreign experts on site. It also delayed pre-financings paid by Euratom in relation to procurement procedures that were extended, delayed or suspended to alleviate economic operators and national authorities constraints. Therefore, an amount of EUR 13,8 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 03 04 01**

#### **Kozloduy programme**

Due to the Covid-19 crisis, the anticipated acceleration of the implementation of the decommissioning programmes did not materialise. This affected the physical delivery of material and presence of foreign experts on site. It also delayed pre-financings paid by Euratom in relation to procurement procedures that were extended, delayed or suspended to alleviate economic operators and national authorities constraints. Therefore, an amount of EUR 16,9 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 03 04 02**

#### **Bohunice programme**

Due to the Covid-19 crisis, the anticipated acceleration of the implementation of the decommissioning programmes did not materialise. This affected the physical delivery of material and presence of foreign experts on site. It also delayed pre-financings paid by Euratom in relation to procurement procedures that were extended, delayed or suspended to alleviate economic operators and national authorities constraints. Therefore, an amount of EUR 23,6 million in payment appropriations can be made available.

### **Decreased 32 04 03 01**

#### **Making the transition to a reliable, sustainable and competitive energy system**

Due to the Covid-19 crisis the progress of several projects was delayed leading to a postponement in the requests for interim payments. In addition, the signature of grant agreements was also delayed, leading to a postponement in the requests for pre-financing. Therefore, an amount of EUR 52 million in payment appropriations can be made available.

### **Increased 33 02 01**

#### **Ensuring the protection of rights and empowering citizens**

A reinforcement of EUR 4,6 million in payment appropriations is needed to honour outstanding and future legal commitments and for pre-financings of the projects from 2020 calls for proposals.

### **Increased 33 02 02**

#### **Promoting non-discrimination and equality**

A reinforcement of EUR 3 million in payment appropriations is needed to honour outstanding and future legal commitments and for pre-financings of the projects from 2020 calls for proposals.

### **Increased 33 03 01**

#### **Supporting and promoting judicial training and facilitating effective access to justice for all**

A reinforcement of EUR 7 million in payment appropriations is needed to honour outstanding and future legal commitments and for pre-financings of the projects from 2020 calls for proposals.

### **Increased 33 03 02**

#### **Facilitating and supporting judicial cooperation in civil and criminal matters**

A reinforcement of EUR 7 million in payment appropriations is needed to honour outstanding and future legal commitments and for pre-financings of the projects from 2020 calls for proposals.

### **Decreased 33 03 77 08**

#### **Preparatory action -- Capacity building, programmatic development and communication in the context of the fight against money laundering and financial crimes**

A call for tenders was launched combining the budget of 2019 (EUR 1 million) and 2020 (EUR 750 000) for this preparatory action. The deadline for submission of tenders is 8 October and therefore the payment appropriations will not be used this year and an amount of EUR 0,7 million can be made available.

### **Increased 33 04 01**

#### **Safeguarding consumers-- interest and improving their safety and information**

A reinforcement of EUR 0,7 million in payment appropriations is needed to honour outstanding and future legal commitments as well as for pre-financings of projects from 2020 calls for proposals .

### **Increased 34 02 01**

#### **Reducing Union greenhouse gas emissions**

The reinforcement need of EUR 3,4 million is mainly due to two factors that were not known when the draft budget 2020 was prepared:

- a change in the spending pattern for funds related to the financial instrument Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE), where grants were used instead. These grants require a pre-financing between 20% and 40% upon signature of the agreement;
- the decision, following the Covid-19 pandemic, to increase from 30% to 40% the pre-financing of traditional grants concluded under calls for proposal 2019 and 2020.

### **Increased 34 02 02**

#### **Increasing the resilience of the Union to climate change**

The reinforcement need of EUR 8,7 million is mainly due to two factors that were not known when the draft budget 2020 was prepared:

- a change in the spending pattern for funds related to the financial instrument Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE), where grants were used instead. These grants require a pre-financing between 20% and 40% upon signature of the agreement;
- the decision, following the Covid-19 pandemic, to increase from 30% to 40% the pre-financing of traditional grants concluded under calls for proposal 2019 and 2020.

### **Increased 34 02 03**

#### **Better climate governance and information at all levels**

The reinforcement need of EUR 2,4 million is mainly due to two factors that were not known when the draft budget 2020 was prepared:

- a change in the spending pattern for funds related to the financial instrument Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE), where grants were used instead. These grants require a pre-financing between 20% and 40% upon signature of the agreement;
- the decision, following the Covid-19 pandemic, to increase from 30% to 40% the pre-financing of traditional grants concluded under calls for proposal 2019 and 2020.

**Decreased 34 02 04****Contribution to multilateral and international climate agreements**

All commitments and payments to multilateral and international climate agreements due for 2020 have been made. Hence, the amount of EUR 9 556 in payment appropriations can be made available.

**Decreased 40 02 41****Differentiated appropriations**

Following a review of the payments needs for the protocols related to the Sustainable Fisheries Partnership Agreements (SFPAs) until the end of the year, an amount of EUR 6 million in payment appropriations will not be used and can be made available.